



Assemblée générale

Cinquante-huitième session

48^e séance plénière

Jeudi 30 octobre 2003, à 9 h 30

New York

Documents officiels

Président : M. Hunte (Sainte-Lucie)

La séance est ouverte à 21 h 40.

Point 104 de l'ordre du jour (*suite*)

Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement

b) Dialogue de haut niveau sur l'application des textes issus de la Conférence internationale sur le financement du développement

Rapports du Secrétaire général (A/58/216 et A/58/323)

Note du Secrétaire général (A/58/436)

Rapport du Conseil économique et social (A/58/3, Parties I-II)

Résumé du Président du Conseil économique et social et notes du Secrétariat (A/58/77 et Add.1 et Add.2)

Document de séance (A/58/CRP.2)

Le Président (*parle en anglais*) : Le Consensus de Monterrey adopté par la Conférence internationale sur le financement du développement reflète les décisions cruciales que nous avons prises, au plus haut niveau politique, pour résoudre le problème du financement du développement dans le monde, en particulier dans les pays en développement. Il comprend aussi les objectifs que nous avons fixés à cette fin.

L'approche, particulière à Monterrey, qui a consisté à réunir l'ensemble des parties impliquées dans le financement du développement, a permis de traiter de façon globale les plus importantes questions transversales ayant trait au commerce, au financement et au développement. Le Consensus a ainsi été salué comme une nouvelle approche efficace au financement du développement, et définissant un important cadre pour des efforts conjoints aux niveaux national, régional, international et systémiques dans ce domaine capital. Cela correspond aux engagements pris et aux priorités définies concernant la mise en oeuvre des actions prévues dans le Consensus de Monterrey.

À Monterrey, nous avons veillé à ce que la mise en oeuvre et le suivi d'un document si important que le Consensus ne soient pas livrés au hasard. Nous devons désormais nous lancer dans le processus biennal d'évaluation et de planification du financement du développement, durant ces deux jours de dialogue de haut niveau. Le thème choisi, « Le Consensus de Monterrey : bilan de mise en oeuvre et travaux à prévoir », nous montre clairement ce qui est attendu de nous.

Nous avons bien avancé dans le processus de suivi. Les échos reçus sont que les tables rondes ministérielles ont examiné sans détour, franchement et efficacement ces questions toute la journée d'hier. Je félicite l'ensemble des participants à ces tables rondes. Les groupes de discussion rassemblant la société civile et le secteur privé ont également eu des séances

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



productives le 27 octobre. Nul doute que ces premières délibérations guideront nos débats ici aujourd'hui.

Je crois que le pragmatisme doit désormais prévaloir dans notre débat de haut niveau, de sorte que nous puissions évaluer de manière réaliste les progrès enregistrés et l'urgence qu'il y a à passer à l'étape suivante. Quels que soient les critères, notre évaluation présente un tableau mitigé. D'un côté positif, et je dirais même louable, nous avons assisté à une hausse de quelque 4,8 % de l'aide au développement directement après la Conférence de Monterrey. Plusieurs pays donateurs ont même atteint l'objectif de 0,7 % fixé par l'ONU concernant l'aide publique au développement et se sont engagés à atteindre 1 % en 2005-2006. D'autres ont établi un calendrier, allant par exemple jusqu'à 2012, pour atteindre 0,7 %. Les pays de l'Union européenne ont décidé de porter collectivement le niveau de leur aide publique au développement à 0,39 % du produit national brut d'ici à 2006, en tant que première étape vers la réalisation de l'objectif de 0,7 % de l'ONU. Des signes prometteurs laissent penser que d'autres pays pourraient également augmenter le niveau de leur aide publique au développement, sans toutefois atteindre l'objectif de 0,7 %. À cet égard, il est intéressant d'observer que ce sont les pays qui financent traditionnellement les activités de développement qui ont promis les plus fortes augmentations de l'aide publique au développement.

Des signes encourageants commencent à poindre en faveur du règlement du problème de la dette, grâce à des idées actuellement à l'étude telles que celle prônant une approche globale et réglementée pour la restructuration de la dette extérieure des gouvernements ou celle proposant de recourir à des clauses d'action collective.

De leur côté, de nombreux pays en développement et en transition s'efforcent de créer, au niveau national, un environnement porteur en renforçant la bonne gestion économique et la participation démocratique, ainsi que le prévoit Consensus de Monterrey.

Dans l'ensemble, toutefois, le reste du bilan n'est guère encourageant. Les flux nets de financement privé ont décliné ou sont même négatifs pour un grand nombre de pays en développement. Il y a eu peu d'évolution sur des problèmes tels que le manque d'accès aux marchés, les traitements spéciaux et

différenciés, la dette, la détérioration de la situation des pays qui dépendent des produits de base, le protectionnisme et les subventions agricoles et le manque de participation des pays en développement à la prise de décisions des institutions financières internationales. En outre, on est encore bien loin d'atteindre les 50 milliards de dollars supplémentaires d'aide publique au développement nécessaires chaque année, pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'échec de Cancún, où aucun progrès tangible dans les relations commerciales n'a pu être réalisé, ne nous rapproche guère de notre quête de l'égalité des chances pour tous et de meilleures possibilités pour les pays en développement.

Dans certains cas, des circonstances particulières ont freiné les progrès dans la réalisation des objectifs du Consensus de Monterrey. Des troubles civils et des conflits militaires, par exemple, font obstacle au développement de certains des pays et populations les plus vulnérables. Les soins de santé primaire demeurent également tragiquement inappropriés dans un grand nombre de pays.

Durant le présent débat de haut niveau de notre Dialogue, nous devrions débattre de manière franche et ouverte de toutes les questions qui posent problème à la bonne mise en oeuvre des engagements pris et des accords conclus à Monterrey, tant sur le plan national, international que systémique. Si nous voulons faire bon usage de ce Dialogue, nous devons sans détour nous poser les bonnes questions afin d'obtenir les bonnes réponses.

Par exemple, le système des Nations Unies est-il en mesure d'avoir un effet positif sur le processus de financement du développement? A-t-on pris des mesures suffisantes pour renforcer la cohérence et l'efficacité entre les organismes donateurs? En ce qui concerne les partenariats, a-t-on déployé suffisamment d'efforts pour faire participer la société civile et le secteur privé à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale? Et pour ce qui est de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, quel pourrait-être leur rôle s'agissant de suivre les progrès accomplis et de proposer de nouvelles mesures en faveur de l'application des engagements pris et des accords conclus à Monterrey?

Je pose ces questions car je crois que leurs réponses revêtent une importance fondamentale pour les tâches qui nous attendent. Je les pose aussi dans

l'espoir qu'elles nous aideront à identifier certaines des questions pertinentes sur lesquelles nous devons nous pencher lors de notre échange interactif, de sorte que nous puissions progresser vers la mise en oeuvre véritable du Consensus de Monterrey.

Je donne maintenant la parole à M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le Secrétaire général (parle en anglais) : Il est une réalité que nous devrions garder à l'esprit tout au long de ce Dialogue : en 2002, pour la sixième année consécutive, le transfert net de ressources s'est effectué au bénéfice des pays développés et non des pays en développement. Qui plus est, il a atteint près de 200 milliards de dollars, ce qui est un niveau record.

Il s'agit bien sûr d'une question complexe. Il est vrai que les chiffres peuvent parfois cacher des réalités très différentes, qui, ça et là, peuvent même être encourageantes. Mais, même si l'on essaie de nuancer le propos, la situation actuelle défie l'entendement. On pourrait penser que les ressources vont des pays développés vers les pays en développement, mais les chiffres nous disent le contraire. Des ressources qui devraient servir à promouvoir l'investissement et la croissance dans les pays en développement, à construire des écoles et des hôpitaux ou à réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement se retrouvent ainsi dans les pays développés. Malgré des perspectives d'investissement prometteuses et l'amélioration des politiques économiques dans le monde en développement, les craintes et l'incertitude des investisseurs font que les ressources ne vont pas là où elles sont le plus nécessaires.

Si nous voulons que nos discours sur le financement du développement ne sonnent pas creux, si nous voulons que l'expression même ne soit pas vide de sens, il faut absolument que la tendance s'inverse. Le système doit être remanié dans son ensemble pour que tous les pays, et tous les peuples, surtout les plus pauvres, puissent en bénéficier.

C'est ce but qui nous a réunis à Monterrey l'année dernière. Étant donné les événements dramatiques que nous avons connus depuis – la guerre en Iraq et ses suites et l'échec des négociations commerciales à Cancún – la Conférence de Monterrey peut nous sembler très lointaine. C'est pourquoi il ne me paraît pas inutile, en cette époque de dissensions internationales, de rappeler dans quel esprit la

Conférence de Monterrey s'est tenue, il y a à peine 18 mois.

La Conférence de Monterrey n'a certes pas été exempte de tensions et de désaccords, mais elle a débouché sur de véritables progrès. Le premier qui vient à l'esprit de la plupart des spécialistes de l'aide au développement, c'est que les engagements pris à Monterrey ont inversé la tendance au déclin ou à la stagnation de l'aide publique au développement, tendance aussi préoccupante que calamiteuse qui durait depuis une dizaine d'années. Il ne faudrait pas pour autant oublier les autres succès remportés à Monterrey.

Premièrement, la Conférence a réuni, pour la première fois, sous l'égide des Nations Unies, toutes les parties prenantes, et en particulier des représentants de plusieurs ministères pour chaque gouvernement, ce qui améliore la cohérence des politiques.

Deuxièmement, la Conférence a ancré la conception selon laquelle les pauvres et les pays pauvres sont des partenaires du développement, qu'il ne faut pas prendre en pitié mais voir comme des réserves d'initiative encore inexploitées.

Troisièmement, et c'est peut-être le point le plus important, elle a été l'occasion pour les pays développés et les pays en développement de reconnaître leurs responsabilités et leurs manquements, sans plus chercher à se rejeter mutuellement la faute.

C'est cette nouvelle approche du financement du développement que nous devons absolument conserver. Mon rapport sur le suivi des engagements et des accords conclus à Monterrey a été publié il y a quelques semaines (A/58/216). Le bilan que j'y ai dressé est loin d'être satisfaisant, et je veux croire que vous ferez tout pour l'améliorer.

Si l'aide publique au développement s'est accrue, elle reste bien insuffisante pour atteindre les objectifs de développement du Millénaire.

Nous avons pu constater que les échanges créent des emplois et de la richesse, mais nous savons aussi à quel point les subventions et les barrières tarifaires handicapent les pays pauvres qui essaient de rivaliser à armes égales dans le système commercial international et d'échapper ainsi à la pauvreté. L'investissement étranger direct dans le monde en développement, qui était déjà concentré dans une dizaine de pays, est en baisse. Trop de pays en développement continuent d'être écrasés par la dette, ce qui montre bien que les

hypothèses sur lesquelles se fondait l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés péchait par optimisme à bien des égards et qu'il est nécessaire de mettre en place un cadre international de restructuration de la dette.

Trop de pays en développement sont démunis face aux fluctuations des marchés des matières premières et des marchés financiers, ce qui doit nous engager à renforcer l'architecture financière internationale. Trop de pays en développement demeurent exclus et ne peuvent participer pleinement aux prises de décisions dans les grandes instances internationales qui s'occupent de questions économiques, financières et commerciales. Ce déficit démocratique sape la confiance et bloque tout progrès.

Sur tous ces points, des mesures doivent être prises d'urgence. J'ai essayé, dans mes recommandations, de montrer la voie à suivre. J'ai aussi demandé que des mesures soient prises pour mieux tirer parti de la réunion annuelle organisée chaque printemps entre le Conseil économique et social, les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce. Cette réunion doit être mieux préparée, mieux ciblée si l'on veut qu'elle soit l'instrument de cohérence, de coordination et de coopération qu'avait envisagé le Consensus de Monterrey.

Le progrès dépend avant tout de l'attitude des dirigeants, de leur volonté de dépasser les contraintes nationales, de reconnaître que les destinées de tous les peuples de la planète sont inextricablement liées et de voir dans le multilatéralisme la voie la plus directe vers une prospérité générale.

Nous voici à nouveau réunis, ministres, hauts responsables de gouvernements et d'institutions multilatérales chargés des finances, du commerce, des relations internationales et de la coopération au développement, représentants de la société civile et du secteur privé et autres acteurs du développement. L'incertitude de la conjoncture économique, les difficultés sociales de tous ordres et l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales nous imposent de franchir un cap lors des pourparlers de l'OMC qui se tiendront à Genève en décembre. C'est en restant unis et déterminés que nous toucherons au but.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole à M. Gert Rosenthal, Président du Conseil économique et social.

M. Rosenthal (Président du Conseil économique et social) (*parle en espagnol*) : Vu l'importance de l'événement, je me réjouis d'y prendre part en ma qualité de Président du Conseil économique et social.

C'est un jour important parce que je suis convaincu que la Conférence internationale sur le financement du développement constitue la plus grande contribution que l'ONU ait jamais apportée, dans toute son histoire, à l'action en faveur du développement. Seule l'Organisation des Nations Unies, avec le concours de ses amis, avait les moyens d'attirer tant de chefs d'État et de gouvernement dans l'optique de placer le développement au sommet des priorités internationales. Et il est possible que seule une conférence des Nations Unies était en mesure de déboucher sur un plan de marche vers le développement aussi lucide que celui obtenu avec le Consensus de Monterrey, sur la base de la Déclaration du Millénaire.

Non seulement le Consensus a permis de placer le développement au premier rang des préoccupations internationales, mais, en plus, il est allé au-delà des discours en identifiant les tâches à accomplir, les acteurs impliqués, la manière dont les responsabilités de chaque pays et de la communauté internationale devraient être interdépendantes ainsi que la manière dont nous devrions nous organiser pour le mettre à profit. L'accent qui a été placé sur les relations – entre les gouvernements et la société civile, entre l'Organisation des Nations Unies et les principales organisations multilatérales, entre les ministères des affaires étrangères et leurs homologues chargés de l'économie – reflète l'esprit promu par notre Charte. Le Consensus de Monterrey a fixé des orientations très claires pour la formulation des politiques aux niveaux national et international et créé un mécanisme de suivi. C'est précisément ce mécanisme que nous essayons à présent de perfectionner.

On se souvient que le paragraphe 69 du Consensus de Monterrey prévoit les éléments nécessaires à la surveillance et aux activités de suivi. Le Conseil économique et social a tenu sa première rencontre de « l'après Monterrey » le 14 avril dernier, avec des résultats prometteurs. Mon rapport sur cette réunion a été publié sous la cote A/58/77, document en

date du 9 mai 2003. D'une manière générale, notre dialogue a permis, conformément aux responsabilités du Conseil, d'accroître la cohésion, la coopération et la coordination entre toutes les parties prenantes aux fins de l'application du Consensus de Monterrey. En d'autres termes, l'approche consiste à définir qui fait quoi et comment travailler ensemble. Nous avons eu un dialogue fructueux tant au niveau de nos représentants respectifs au sein des organisations intergouvernementales qu'à celui des secrétariats et du personnel de ces organisations. La réunion de ce printemps s'est largement distinguée par la présence, pour la première fois, d'une représentation intergouvernementale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Nous constatons que, comme dans tout processus complexe, nous avons enregistré des progrès et des revers. Certes, les résultats de la Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Cancún figurent dans cette dernière catégorie, mais nous devons persister. Si nous travaillons ensemble, nous triompherons. Je suis convaincu que j'exprime le sentiment de tous les pays membres du Conseil économique et social en affirmant que nous ferons tout notre possible pour jouer le rôle qui nous a été confié dans le Consensus de Monterrey, y compris la possibilité d'éclairer le chemin à suivre lorsque des obstacles surgissent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale.

M. Wolfensohn (Banque mondiale) (*parle en anglais*) : Il s'agit d'un moment historique pour la Banque mondiale, car il me semble que c'est la première fois que le Président de la Banque mondiale prend la parole devant l'Assemblée générale. Il est de toute évidence significatif que nous soyons réunis ici aujourd'hui pour aborder la question du financement du développement, question qui nous unit et au sujet de laquelle notre partenariat est mis à l'épreuve et fait ses preuves quotidiennement. Nous nous en félicitons, et nous nous réjouissons particulièrement de la présence du Secrétaire général dont l'encadrement si important et si crucial dans la démarche qui vise à réaliser un monde meilleur, un monde pacifique et un monde où l'on peut réaliser le développement.

Alors que nous évaluons les résultats du programme de Monterrey, comme vient de le dire le

Secrétaire général, nous pouvons examiner le consensus qui a été atteint à Monterrey et tenter d'évaluer les progrès accomplis par les pays développés et en développement dans le cadre des engagements souscrits à Monterrey.

À titre d'observation préliminaire, je dirai que nous avons largement bénéficié des diverses réunions qui ont été tenues dans cet organe, outre Monterrey, pour ce qui est de l'évaluation des progrès accomplis en matière de développement – les travaux sur l'environnement, sur l'égalité des sexes et sur les questions sociales. Toutes ces réunions nous ont donné dans les institutions financières internationales un programme qui a été enrichi par les observations faites par cet organe et ses partenaires.

Pour déterminer où nous en sommes aujourd'hui, il nous faut examiner simplement les engagements pris par les pays développés et en développement. Les pays développés ont indiqué qu'ils allaient emboîter le pas aux pays en développement. Si les pays en développement se sont penchés sur le renforcement des capacités, des systèmes juridiques, judiciaires et financiers, et la lutte contre la corruption – tous étant des engagements pris à Monterrey et réaffirmés, pour ce qui est de l'Afrique, dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) – en retour les pays riches ont promis qu'ils aideraient au renforcement des capacités, qu'ils fourniraient une aide au développement supplémentaire et qu'ils ouvriraient leur marché au commerce.

En fait, certains progrès ont été réalisés de part et d'autre. Les pays en développement ont effectivement pris des mesures pour renforcer la gouvernance, mettre en place l'infrastructure de leurs systèmes juridiques et financiers et, à un certain degré, pour lutter contre la corruption. Mais je pense qu'il est assez juste de dire qu'il reste encore beaucoup à faire. Comme je l'ai dit dans la déclaration que j'ai prononcée l'année dernière, il n'y a vraiment pas de secrets pour les pays représentés dans cette salle. Chacun sait ce qu'il convient de faire, et il faut maintenant agir. Chacun connaît les problèmes structurels et chacun sait où se trouvent les corrupteurs, mais il est difficile d'aller de l'avant. C'est pourtant indispensable si nous voulons réaliser les objectifs de Monterrey. L'enjeu qui nous motive est de construire un monde meilleur qui offre de meilleures perspectives et cela doit bénéficier de l'appui des pays riches.

Les progrès dans ce sens sont au mieux mitigés. Oui, nous avons vu les 18 milliards de dollars supplémentaires qui ont été promis pour les trois années à venir; nous en sommes ravis et reconnaissants. Des débats ont effectivement été tenus sur l'ouverture des marchés, mais, une fois de plus, il est juste de dire qu'avec les problèmes rencontrés à Cancun, avec la réévaluation des besoins financiers, il est indispensable de porter une attention plus soutenue à la réponse aux questions posées pendant le suivi de Monterrey. Au sein de notre institution, nous sommes préoccupés par le déséquilibre existant entre l'allocation des ressources et l'intérêt accordé au processus de développement – nous dépensons ainsi 800 milliards de dollars pour la défense et 56 milliards pour l'aide au développement – et en terme de déplacements de personnes de par le monde, les 80 milliards de dollars de transfert de fonds par les travailleurs migrants dépassent largement l'aide au développement venant des pays développés.

Il ne s'agit pas de manque de bonne volonté ni d'idées. Nous avons constaté des progrès et un esprit d'initiative de la part de nos collègues des États-Unis et de l'Union européenne. Mais si nous voulons aborder les questions de la réussite du programme de Monterrey, chacun d'entre nous doit faire mieux – les pays développés, les pays en développement et les institutions internationales. Nous sommes en train d'examiner les moyens qui nous permettront de renforcer notre efficacité, de déployer des efforts mieux coordonnés et de faire un meilleur suivi au programme de Rome.

Je me félicite de la tenue de réunions très constructives ces dernières semaines avec les représentants locaux du Programme des Nations Unies pour le développement. Je tiens à assurer tous les membres présents dans cette salle que notre institution souhaite collaborer étroitement avec le système des Nations Unies, car nous pensons que nous n'obtiendrons aucun résultat dans le cadre du programme de Monterrey, si nous n'oeuvrons pas de concert en tant que partenaires, vous et nous avec nos amis de la société civile et du secteur privé. Certains progrès ont été réalisés mais je dois dire qu'il reste selon moi beaucoup à faire dans la situation actuelle.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à M. Horst Köhler, Directeur général du Fonds monétaire international.

M. Köhler (Fonds monétaire international) (*parle en anglais*): Au moment où nous sommes réunis ici, il y a de bonnes et importantes nouvelles. Les perspectives économiques mondiales sont plus réjouissantes. Les perspectives de reprise se renforcent dans les économies avancées grâce aux événements survenus aux États-Unis. C'est une bonne nouvelle pour les marchés émergents et pour les économies des pays en développement, qui ont également bénéficié d'un marché financier encourageant. Nous savons cependant que des risques subsistent. Au premier rang de ces risques il y a le fait que l'économie mondiale dépend trop de la croissance aux États-Unis et des déséquilibres qui résultent dans les comptes mondiaux. Toute politique économique internationale doit d'abord viser à résoudre ces déséquilibres d'une manière ordonnée. Cela exige une méthode basée sur la coopération impliquant tous les grands pays et régions. Une telle approche doit renforcer les forces internes de la croissance, en particulier en Europe et au Japon, en consolidant la nouvelle impulsion en matière de réformes structurelles.

Une croissance mondiale saine et soutenue reste la condition la plus importante pour réaliser des progrès décisifs dans la lutte contre la pauvreté. Dans les Objectifs du Millénaire pour le développement, nous avons des objectifs mesurables. Les deux piliers du Consensus de Monterrey – reflétés dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique – nous donnent un cadre d'orientation commun définissant les responsabilités des pays en développement et de la communauté internationale pour réaliser ces objectifs.

Dans le cadre des processus des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et de l'initiative en faveur des pays pauvres les plus endettés, nous avons les véhicules opérationnels pour réaliser les objectifs convenus. Ces processus sont en cours et dans de nombreux pays, des résultats ont déjà été obtenus – parfois plus lentement que nous l'aurions souhaité. Naturellement, il y a sûrement des possibilités pour faire mieux.

Mais en faisant le bilan, nous devons garder à l'esprit le fait que des progrès doivent se réaliser sur le terrain, dans chaque pays individuellement. C'est l'étape de l'application résolue et non pas d'une quête de nouvelles stratégies de développement tous les six mois.

Le Fonds monétaire international continuera de jouer son rôle en mettant en application le Consensus de Monterrey. Dans notre action avec les membres à revenu faible, nous nous concentrons sur nos domaines essentiels de compétence : les aider à créer un cadre de politiques macroéconomiques et d'institutions, qui est indispensable à une croissance soutenue, des investissements et la création d'emplois. À cette fin, nous avons réduit la portée de notre conditionnalité en la focalisant sur les domaines qui sont essentiels à la réalisation d'objectifs macroéconomiques vitaux. Nous nous efforçons de mieux aligner les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, le cadre de budget national et notre propre facilité de prêts pour faibles revenus, la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance.

Nous continuons de renforcer notre assistance technique et les programmes de formation visant à créer des capacités et des institutions solides dans les pays en développement, y compris à travers nos centres d'assistance technique régionaux dans le Pacifique, les Caraïbes et récemment en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Nous travaillons au renforcement de la capacité de nos membres à faible revenu à se protéger contre les chocs exogènes et à y répondre lorsqu'ils surviennent. En fait, j'ai eu hier une discussion très utile et ouverte avec des représentants de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en présence de Jim Wolfensohn.

S'agissant de l'avenir, nous sommes engagés dans une consultation globale avec nos membres, les donateurs et la société civile pour nous orienter dans nos travaux avec les pays à faible revenu. Je suis vivement intéressé par ce Dialogue et j'y accorderai un réel intérêt, et j'espère que l'on nous écouterait également. Notre objectif essentiel est d'assurer que notre engagement complète celui des autres partenaires du développement en vue de réaliser notre objectif commun : des progrès décisifs dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement en tant que contribution concrète à la lutte contre la pauvreté.

Mais le Consensus de Monterrey va au-delà de l'atténuation de la pauvreté. Il s'agit également de créer un système financier international plus solide qui aide tous les pays à profiter de la mondialisation. Au cours des dernières années, le Fonds s'est engagé avec la communauté internationale dans un processus intense de réformes et je pense que nous avons fait des progrès. Nous nous intéressons davantage aux

vulnérabilités dans les secteurs financiers et les marchés de capitaux internationaux. Nous renforçons le cadre des règles pour l'économie mondiale, en collaboration avec les institutions publiques et privées, en développant et en appliquant des normes et codes internationaux. Nous continuons d'examiner les voies permettant d'améliorer la gestion des crises et leur règlement lorsqu'elles surviennent. En toute modestie, je pense que nous avons, par exemple, apporté une contribution positive aux développements au Brésil.

Dans l'ensemble, je pense que notre action a contribué à la résistance remarquable du système financier international face aux chocs sans précédent des trois dernières années. Mais l'interdépendance croissante des économies du monde continue de poser de nouveaux défis à nos pays membres et au FMI. Il n'y a pas de place à l'autosatisfaction. Dans notre action, nous devons donc accorder plus d'attention aux liens existant entre les pays et les régions, et faire preuve d'équité, car les crises peuvent survenir dans des marchés mûrs et dans de nouveaux marchés. Le renforcement de notre capacité à identifier à temps les risques et vulnérabilités ainsi que notre travail accru sur les systèmes financiers nationaux et les marchés de capitaux internationaux doivent jouer un rôle central dans ce processus. Je voudrais dire que je serais très heureux si nous pouvions développer un système d'alerte en termes de développements politiques et de conflits armés. Nous sommes toujours surpris par le déclenchement de conflits armés et je pense que quelque chose doit changer à ce niveau.

L'efficacité du FMI en tant qu'institution de coopération dépend du fait que tous les membres disposent d'une voix et d'une représentation appropriées. Cela est entendu. Avec cet objectif, nous avons récemment pris au FMI plusieurs mesures pour accroître la capacité des bureaux de Directeurs exécutifs des pays en développement et en transition en vue de renforcer leur participation effective à l'élaboration de politiques et à la prise de décisions. Le Conseil d'administration continuera d'examiner les questions de quotas, de représentation et de voix, et fera rapport en avril prochain à nos Gouverneurs, dont relève la responsabilité en matière de décisions.

Aujourd'hui et plus que jamais, notre recherche de solutions mondiales aux problèmes mondiaux exige une coopération pour le bien commun. Le Consensus de Monterrey est notre cadre de politiques commun en vue de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour

le développement. Dans cet effort, tous les partenaires du développement doivent jouer leur rôle. Il nous faut résister à l'hypocrisie et accepter nos responsabilités respectives. Les économies avancées doivent améliorer l'accès aux marchés, réduire les subventions nuisant aux marchés et fournir une assistance financière accrue et mieux coordonnée. Les pays en développement doivent maintenir le cap dans le renforcement de politiques économiques et de la bonne gouvernance. La mauvaise gouvernance est source de trop de gaspillages. Une action résolue et des efforts sont la clef de progrès décisifs dans notre combat commun contre la pauvreté, et le FMI est prêt à assumer son rôle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à M. Francisco Thompson-Flores, Directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

M. Thompson-Flores (Organisation mondiale du commerce) (*parle en anglais*) : Les plus grands voyages commencent non par le premier pas, mais par la pensée « Où allons-nous? ».

En 2000, à l'aube du nouveau millénaire, les dirigeants du monde se sont rassemblés dans cette enceinte pour engager l'Organisation sur la voie d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste; un monde plus sûr; un monde où il y ait moins de pauvreté, moins de faim et plus d'occasions de s'instruire; un monde plus sain capable de subvenir aux besoins des générations à venir.

Deux ans plus tard, ces dirigeants se sont retrouvés, cette fois à Monterrey, pour définir les outils nécessaires à notre voyage. Nous n'arriverons à notre destination que si les gouvernements font acte de courage et d'engagement et si la communauté internationale tient sa promesse d'en appuyer les efforts. La mobilisation de ressources pour le développement passe par des politiques économiques saines et une bonne gouvernance au niveau de la politique intérieure des pays. Elle passe par des environnements porteurs pour les investissements étrangers. Elle passe par l'aide et par l'allègement de la dette extérieure. Elle passe également par les échanges.

À cet égard, il est maintenant notoire qu'à Doha, au Qatar, en 2001, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont décidé d'engager un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales et ont convenu en outre que les questions

de développement et les préoccupations des pays en développement devaient être au coeur de ces négociations.

Les négociations du Programme de Doha pour le développement sont très étendues. Elles couvrent la mise en oeuvre, l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services, la propriété intellectuelle, les règles de l'OMC, le règlement des différends et le commerce et l'environnement. De nouvelles questions sont également envisagées : le commerce et l'investissement, la politique de concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges – ce que l'on appelle les questions de Singapour.

Les négociations sont également ambitieuses. Elles visent à assurer les immenses acquis des cycles précédents et à obtenir de nouveaux acquis. Elles visent à améliorer les conditions des échanges et l'accès aux marchés, en particulier pour les pays pauvres. Et elles visent à raffiner, clarifier et renforcer les règles qui gouvernent les relations commerciales entre les États.

Le lien entre le commerce, le Programme de Doha pour le développement et le programme de la communauté internationale en matière de développement et de réduction de la pauvreté est bien établi. Les pays pauvres doivent connaître la croissance pour sortir de la pauvreté et si le commerce peut être un moteur essentiel de cette croissance, les produits des pays en développement rencontrent actuellement de nombreux obstacles lorsqu'ils essaient de pénétrer sur les marchés des pays riches. Les pays en développement sont encore plus défavorisés sur le plan de la concurrence par les aides massives accordées à l'agriculture dans les pays riches. Ainsi, un programme vaste et équilibré reflétant les négociations de Doha pourrait contribuer de façon capitale à dégager des ressources pour le financement du développement.

Pour mettre cette affirmation en perspective, le succès du cycle de Doha pourrait, selon une estimation de la Banque mondiale, permettre d'élever les revenus mondiaux de quelque 520 milliards de dollars d'ici 2015, dont plus des deux tiers iraient aux pays en développement et permettraient de sortir 144 millions de personnes de la pauvreté. Il est utile, par contraste, de mettre ce chiffre au regard des 56 milliards de dollars d'aide au développement fournis par les pays riches chaque année et des mesures d'aménagement de

la dette concédées aux pays pauvres très endettés, qui devraient s'élever à 40 milliards en valeur actuelle, tous créanciers confondus.

Il ne s'agit bien sûr que d'une estimation et l'on pourrait toujours discuter ce chiffre. Je ne veux pas non plus sous-estimer l'importance de l'assistance et des mesures d'allègement de la dette aux pays en développement : cette aide est vitale et doit se poursuivre et s'accroître. Cependant, il faudra, selon les estimations, verser pour les Objectifs du Millénaire pour le développement 50 milliards de dollars par an de plus que ce qui est déjà donné actuellement en aide au développement. C'est pourquoi mon message essentiel est le suivant : si les gouvernements le veulent vraiment, le cycle de Doha peut rapporter des bénéfices considérables, qui sont bien supérieurs à tout ce que pourrait rapporter n'importe quelle autre sphère d'activité économique internationale.

Récemment, à Cancún, nos négociations commerciales ont essuyé un revers. Même si beaucoup de travail important a été réalisé à cette réunion, les ministres réunis sur place n'ont pas été en mesure de s'entendre sur un nouveau programme de travail permettant de mener à bien les négociations d'ici la date butoir convenue du 1^{er} janvier 2005. La réunion a finalement été clôturée le dernier jour lorsque les ministres n'ont pas réussi à atteindre de consensus sur le lancement de nouvelles négociations autour des questions de Singapour.

Bien sûr, maintenant que les choses se sont décantées, les analyses et les interprétations de ce qui s'est passé commencent à affluer. Mais les membres doivent assumer la responsabilité collective de l'issue de la Conférence ministérielle de Cancún : je ne pense pas qu'il soit sage ou correct de faire porter la faute à un pays ou groupe de pays donné; cela ne servirait en rien la suite du processus si nous passons le temps en accusations mutuelles et en récriminations.

Cancún a été une déception, mais pas une débâcle. Le programme de travail est encore en place et les membres de l'OMC cherchent d'ores et déjà des moyens de relancer le processus. La première étape logique consiste à recenser les domaines qui ont posé les plus grandes difficultés à Cancún et amener les délégations à revenir dessus le plus rapidement possible – autrement dit, à reprendre le travail.

C'est précisément ce que font le Directeur général et le Président du Conseil général. Faisant fond

sur le mandat confié aux responsables par les ministres à Cancún afin de poursuivre le travail sur les questions non réglées avec une motivation et un sentiment redoublés de l'urgence de la situation, M. Supachai et l'Ambassadeur Castillo ont réussi à obtenir un accord entre les membres sur de nouvelles consultations visant à relancer le processus.

Ces consultations mettent l'accent sur les questions les plus délicates : les questions de Singapour, l'agriculture, l'initiative en faveur des producteurs de coton et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et nous espérons que des progrès seront réalisés avant que les hauts fonctionnaires ne se retrouvent à Genève à la mi-décembre.

Cancún nous a montré, de façon assez brutale, à quel point le Programme de Doha pour le développement était ambitieux et complexe. Par ailleurs, en réaffirmant toutes leurs déclarations et leurs décisions de Doha, les ministres nous ont rappelé l'importance et la pertinence de ces ambitions et des enjeux de ces négociations.

Nous devons également poursuivre sur la lancée des enseignements tirés à Cancún et être conscients des nouvelles pressions qui se sont fait jour à cette réunion. Cancún a vu l'apparition de nouveaux groupes de pays, qui se sont alliés comme jamais auparavant pour faire progresser leurs intérêts communs. Ces nouvelles alliances, et la simple réalité de l'activisme croissant des pays en développement au sein du système commercial multilatéral, ajoutent grandement à la complexité de notre entreprise de Doha. Nous devons reconnaître cette complexité croissante et veiller à ce qu'il en soit dûment tenu compte dans notre programme de travail.

Parallèlement, nous nous félicitons de voir les pays en développement affirmer leur voix dans nos négociations, et nous nous réjouissons de cette occasion qui nous est donnée d'engager un cycle de négociations vraiment complet, tant dans le fond que dans la participation.

Nous avons une véritable occasion de relancer le processus de Doha d'ici la fin de l'année. Mais le succès dépendra de la volonté politique de tous les membres de l'OMC. N'oublions pas que les membres de l'OMC sont, pour la plupart, les mêmes Membres de l'ONU qui, il y a trois ans, se sont engagés sur la voie d'un monde nouveau d'ici 2015. La détermination dont

ils font montre dans nos négociations s'inscrit dans un processus plus large engagé par l'ensemble de l'humanité, et en son nom.

Nous pouvons encore atteindre la destination fixée par nos dirigeants au Sommet du Millénaire. Mais il faudra aller vite. La moitié de la population mondiale continue de devoir survivre avec moins de 2 dollars par jour. Nous devons nous pencher sur son sort.

Ce dialogue de haut niveau est une occasion de nous remettre en mémoire les raisons qui nous ont poussés à nous engager sur la voie actuelle, et de confirmer fermement la direction que nous avons prise.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à M. Rubens Ricupero, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

M. Ricupero (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (*parle en anglais*) : Le Consensus de Monterrey représente une conception globaliste des problèmes de financement du développement. Il a permis de disposer d'un catalogue des facteurs nécessaires au soutien financier d'une croissance soutenue et durable, mais il n'a pas donné de modèle garanti de croissance économique et de développement. Il représente non pas l'arrivée mais le point de départ d'un processus en marche, d'un travail constant qui doit rester en phase avec l'évolution rapide de l'économie mondiale.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) se réjouit d'avoir participé au processus qui a donné le rapport du Secrétaire général dont nous sommes saisis et nous sommes prêts à poursuivre notre participation dans les domaines où notre contribution s'avèrera le plus utile.

Le défi que nous devons relever aujourd'hui consiste, premièrement, à établir une distinction claire et nette entre la mise en oeuvre des engagements pris à Monterrey et le suivi des changements effectués dans des domaines où le Consensus doit être élargi et amplifié.

En évaluant nos progrès, nous ne devons pas oublier que la dynamique d'une conférence sur le financement du développement a été le résultat de transferts nets négatifs des ressources réelles subis par de nombreux pays d'Amérique latine à la suite de la crise de la dette des années 80 – ce que l'on a appelé la

« décennie perdue » du développement. Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer, les récents courants financiers nets vont encore du monde en développement au monde développé. En fait, cette année – comme le Secrétaire général l'a laissé entendre – nous allons sans doute entamer la septième année de flux nets négatifs des ressources financières des pays en développement vers les pays développés. Cela indiquerait que nous serions dans une nouvelle « décennie perdue ».

Malheureusement, certains pays, tels que l'Argentine et la Bolivie, qui étaient les premiers à mettre en oeuvre les mesures qui ont finalement été incluses dans le Consensus, connaissent actuellement des niveaux de vie bien en deçà de ceux de la « décennie perdue » et se retrouvent exclus des possibilités financières extérieures, non pas à cause, mais en dépit des réformes indispensables qu'ils ont adoptées. Il est encourageant de constater que le Fonds monétaire international a convenu d'étendre son programme d'appui actuel au nouveau Gouvernement argentin, contribuant au programme de reprise économique. Il est encore plus important que la communauté internationale fasse un effort concerté et rapide pour appuyer la Bolivie dans la sévère crise économique qu'elle traverse actuellement si l'on veut que ce pays ne sombre pas dans l'instabilité qu'ont connue l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine et qui pourrait facilement se propager à d'autres régions si l'on n'enraye pas cette tendance.

La seule note d'espoir dans les flux financiers en faveur du développement, c'est que les flux d'investissement étranger direct sont restés positifs en dépit de la baisse des autres flux. Néanmoins, ce type d'investissement a beaucoup diminué en dépit des mesures prises par les pays en développement à la suite de Monterrey pour attirer et absorber les flux accrus d'investissement étranger direct. Cela nous ramène au caractère intégral de nos débats, car il semble que la baisse de l'investissement étranger direct soit en grande partie le résultat du déclin de la croissance mondiale – en particulier dans les pays développés – ce qui suppose un lien direct entre la demande mondiale et les flux financiers mondiaux. Lorsque des investisseurs se replient, leur intérêt pour des entreprises étrangères tend à diminuer, quelles que soient les politiques prises au plan national pour attirer les flux d'investissement étranger direct.

Le même processus semble être à l'oeuvre en ce qui concerne les facteurs qui déterminent la croissance du commerce mondial, laquelle a, pendant quelques années, dépassé la croissance des revenus mondiaux. Du fait du ralentissement de la croissance mondiale, la croissance du commerce mondial a baissé, correspondant plus ou moins au déclin des courants financiers. Ce lien est particulièrement important pour les cours des principales matières premières d'exportation des pays les moins avancés les plus vulnérables, ainsi que de la plupart des pays sans littoral et des petits États insulaires en développement. À cet égard, je voudrais appeler l'attention des Membres sur le résumé de la récente table ronde de l'Assemblée générale sur les matières premières, résumé que le Président de l'Assemblée générale transmettra à la Deuxième Commission.

Même s'il est vrai que c'est la croissance mondiale qui entraînera une augmentation des échanges commerciaux – et non pas le contraire – il est indispensable de reprendre les négociations commerciales de l'Organisation mondiale du commerce là où elles ont été interrompues à Cancun, afin de tenir – à temps et au niveau d'ambition adéquat – les promesses de développement faites dans la Déclaration de Doha.

Il existe un lien très clair entre la croissance mondiale et la croissance des échanges commerciaux et financiers, ce que le Consensus considère comme étant la base de ressources financières accrues pour les pays en développement. C'est un domaine où une plus grande coordination des politiques et une plus grande cohésion pourraient aboutir à des avantages plus généraux. Cela signifie qu'il faut analyser les politiques nationales, non seulement pour voir si elles sont compatibles avec les objectifs relatifs à la stabilité économique nationale, mais aussi pour voir en quoi elles contribuent à la stabilité de la croissance mondiale.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a toujours montré la nécessité d'une meilleure coordination des politiques entre les grands pays industrialisés afin d'éliminer les principaux déséquilibres macroéconomiques, cause essentielle de l'instabilité des taux de change et des flux financiers internationaux, ce qui entrave les courants de financement soutenus vers les pays en développement. Dans le cadre du partenariat entre pays développés et pays en développement qui a abouti au

Consensus de Monterrey, nous devons tous oeuvrer davantage à l'élaboration de politiques conformément aux deux objectifs que sont la stabilité nationale et la stabilité mondiale.

Le suivi de la cohérence des politiques nationales en matière de croissance de l'emploi était un mandat qui devait être confié au Conseil économique et social il y a plus de 50 ans dans le cadre de la Charte de La Havane, laquelle – l'Assemblée s'en souviendra – a été le résultat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi. Mais la Charte de la Havane n'a jamais été mise en oeuvre, et l'Article IV sur la surveillance des régimes de change prévue dans les Statuts du Fonds monétaire international a porté, en général, sur l'opportunité des politiques nationales pour la stabilité nationale plutôt que sur leur compatibilité avec la croissance mondiale. Étant donné le caractère participatif et universel accru du processus de l'ONU, c'est là un domaine où le Conseil économique et social – avec l'appui du Bureau du financement du développement – pourrait constituer une instance appropriée pour un débat plus cohérent sur les politiques, ce qui pourrait aboutir à une croissance mondiale favorable à la réalisation des objectifs politiques nationaux arrêtés pour les pays en développement. Maintenant que la communauté internationale réfléchit aux réformes en profondeur réclamées par le Secrétaire général, cela pourrait favoriser l'édification de la nouvelle architecture internationale que nous appelons tous de nos voeux pour l'avenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole à M. Mark Malloch Brown, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Président du Groupe des Nations Unies pour le développement.

M. Malloch Brown (Programme des Nations Unies pour le développement) (*parle en anglais*) : C'est un grand plaisir de prendre la parole devant cette assemblée et de partager cette tribune avec mes collègues des institutions financières internationales ainsi que ceux de l'ONU. Nous reconnaissons en nous réunissant ici aujourd'hui que nous sommes à un stade crucial de nos efforts visant à mobiliser les ressources financières nationales et internationales nécessaires à la création d'un monde plus juste et plus équitable.

Nous devons nous rappeler aujourd'hui que le monde n'a jamais été aussi inéquitable et peu sûr :

nous vivons dans un monde constitué de six milliards de personnes dont 1 milliard possède 80 % de la richesse mondiale, tandis qu'un autre milliard cherche à survivre avec moins d'un dollar par jour. C'est une inégalité à laquelle nous sommes confrontés en tant que décideurs et en tant qu'êtres humains dotés d'une conscience car une pauvreté de cette ampleur n'est plus inévitable et n'a pas de raison d'être. À la différence des générations passées, nous disposons à présent d'un savoir-faire et de moyens mondiaux, et nous avons enregistré des succès sur le plan du développement aux fins de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, qui avaient été approuvés par les 189 États Membres au Sommet du Millénaire de l'ONU. Ces objectifs visent à réduire de moitié la pauvreté, à éliminer la faim, à assurer l'éducation pour tous, garçons et filles, et à juguler les crises actuelles de la santé et de l'environnement d'ici à 2015.

Mais si nous en avons les moyens mondiaux, la volonté politique, elle, tend à faillir. La semaine dernière à Madrid, nous avons vu l'expression extraordinaire d'une volonté politique de nous engager à collecter des fonds pour répondre aux besoins de la population iraquienne. J'ai fait remarquer à cette réunion que si nous pouvions systématiquement appliquer la même volonté avec le même sentiment d'urgence et avec la même attention pour répondre aux besoins persistants des pays en développement, nous pourrions mettre en place des ressources et des réformes politiques au Nord et au Sud, aux fins de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

La Conférence internationale sur le financement du développement de Monterrey a constitué un moment unique dans l'histoire : un nouveau consensus politique s'est dégagé sur la façon de financer le développement et de réduire la pauvreté extrême qui existe aujourd'hui. Un accord mondial a été conclu, axé sur un partenariat où des réformes politiques et économiques soutenues, des investissements privés accrus et une meilleure gouvernance de la part des pays en développement s'accompagnent d'un appui direct de la part des pays développés sous forme d'échanges commerciaux, d'aide et d'investissement.

À la suite de Monterrey, le long déclin de l'aide publique au développement qui dure depuis près d'une décennie s'est enfin inversé, passant de 52 milliards de dollars US en 2001 à 57 milliards de dollars US en 2002. Les calculs de l'Organisation de coopération et

de développement économiques montrent des promesses d'aide d'un montant additionnel de 16 milliards de dollars US d'ici à 2006, y compris des mécanismes nouveaux d'aide tels que le Compte du Millénaire, proposé par les États-Unis. Néanmoins, même si les engagements souscrits à Monterrey sont honorés – et je doute fort que nous soyons en mesure de réaliser notre cible d'ici à 2006 – le total sera bien en deçà des 100 milliards de dollars US nécessaires par an, calcul établi par l'ancien Président Zedillo du Mexique et l'ancien Secrétaire au trésor des États-Unis, Bob Rubin.

En supposant que les pays en développement mobilisent des ressources nationales, appliquent des politiques macroéconomiques et luttent contre la corruption, l'autre partie de l'accord – accroissement des ressources internationales aux fins du développement – n'a pas encore mis en oeuvre. Au coeur des engagements pris à Monterrey, il existe un consensus sur l'importance de la maîtrise par les pays, qui se reflète dans toutes les stratégies de développement qu'ils mettraient au point eux-mêmes et qui seraient appuyées au plan international.

Le système des Nations Unies, sous la coordination générale du Groupe de développement des Nations Unies que je préside, s'est employé à mettre en oeuvre le Consensus de Monterrey. Nous nous sommes efforcés de fournir une aide concrète et coordonnée aux pays, répondant clairement aux Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous collaborons également étroitement avec la Banque mondiale en vue d'intégrer ces objectifs dans les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté dont les pays conserveraient la maîtrise. Les documents de stratégie axés sur les Objectifs du Millénaire pour le développement généreront le type de stratégies économiques favorables aux pauvres que nous appelons tous de nos vœux à l'ONU ainsi qu'au sein des institutions financières internationales.

Le Groupe de développement des Nations Unies suit également les engagements souscrits au Forum de haut niveau sur l'harmonisation, qui s'est tenu à Rome en février dernier, afin de rationaliser les procédures et les pratiques des donateurs basées sur le principe de la pleine appropriation par les pays, principe qui joue également un rôle important dans la mise en oeuvre du Consensus de Monterrey aux fins d'aboutir à des politiques de coopération du développement orientées vers des résultats.

Mais le succès ou l'échec de l'ensemble de la vision de Monterrey dépendra avant tout de la vision plus large d'un partenariat mondial. Les Objectifs du Millénaire pour le développement peuvent être l'approche ultime d'un développement partant de la base, en mettant clairement l'accent sur les problèmes essentiels, axés sur l'homme, de la santé, de l'éducation et du développement durable. Ils font également partie d'une vision globale qui prône un attachement mutuel au progrès aux niveaux politiques les plus élevés entre pays développés et en développement.

Même si les réformes entreprises par les pays en développement axées sur les Objectifs du Millénaire pour le développement aboutissent, même si l'appui des institutions du développement et de la société civile est coordonné, les sept premiers objectifs ne seront simplement pas réalisés si les donateurs n'honorent pas leurs engagements au titre du huitième objectif. L'aide au développement, l'investissement et, comme nous l'avons déjà entendu aujourd'hui, le commerce sont tous d'une importance capitale pour les pays en développement. Bien sûr, l'incapacité de Cancún à s'entendre sur les politiques nécessaires à la création d'une stratégie de commerce qui soit favorable aux pauvres, légitime et mondiale, à laquelle le Programme de Doha pour le développement s'était engagé, a été un échec cuisant pour ce qui est d'honorer les engagements souscrits à Monterrey. J'ai écouté attentivement ce qu'a dit mon collègue de l'Organisation mondiale du commerce et j'espère que cela pourra être inversé.

Nous devons tous nous engager à nouveau aujourd'hui en faveur de l'esprit de ce partenariat entre pays riches et pauvres, qui s'était dégagé à Monterrey. N'éteignons pas cette flamme. Nous devons aller de l'avant pour réaliser notre objectif commun qui, comme le stipule le Consensus de Monterrey est

« d'éliminer la pauvreté, d'atteindre une croissance économique soutenue et de promouvoir le développement durable à mesure que nous progressons vers un système économique mondial véritablement ouvert à tous et équitable ».

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne à présent la parole à M. John Lintjer, Vice-Président des finances et de l'administration de la Banque asiatique de développement.

M. Lintjer (Banque asiatique de développement) (*parle en anglais*) : Au nom des banques africaine et asiatique de développement, permettez-moi de dire que c'est un honneur et un plaisir pour moi que d'être devant vous aujourd'hui. Nous apprécions le fait que l'ONU reconnaisse l'importance des banques régionales de développement dans le cadre du Consensus de Monterrey ainsi que de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Monterrey a été novateur, tant pour forger un consensus sur un cadre de financement du développement que pour élargir la participation à des débats comme celui d'aujourd'hui.

Les attributs particuliers des banques régionales de développement offrent des avantages pour examiner les problèmes de l'équité sur le plan du développement. Quatre d'entre eux sont particulièrement importants.

Premièrement, en tant qu'institutions régionales, nous oeuvrons en partenariat étroit – y compris avec nombre de représentants – avec nos pays membres en développement. Cela nous a permis d'avoir un rôle de chef de file dans plusieurs domaines importants tels que la gouvernance, la lutte contre la corruption et la sensibilisation à la différence entre les sexes dans le domaine du développement.

Deuxièmement, en vertu de nos chartes, nous avons tous comme mandat d'appuyer l'intégration et la coopération régionales. La facilitation des échanges commerciaux sous-régionaux est un élément important de la Banque asiatique de développement. Les pays de notre région ont pu surmonter la pauvreté grâce au commerce, principalement en Asie. Notre travail dans ce domaine est complémentaire et axé sur les efforts visant à obtenir une plus grande intégration mondiale.

Troisièmement, nous soutenons le développement de projets régionaux pour les biens publics, tels que la formulation d'approches intersectorielles visant à s'attaquer au sida, à la tuberculose et au paludisme en Afrique et à enrayer la vague de trafic des femmes et des enfants en Asie.

Quatrièmement, les banques de développement régionales ont aussi pour mission de mettre l'accent et de centrer l'attention sur les besoins des plus petits pays de nos régions. Le plus souvent, il s'agit également des nations les plus pauvres qui souvent peuvent le moins se faire entendre dans le système international et qui pourtant font face aux difficultés

les plus grandes en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement. Nous accordons une importance et une place particulières aux besoins de ces pays dans nos programmes et dans nos stratégies.

Nous estimons que ces attributs sont utiles non seulement pour les banques régionales de développement, mais aussi pour la communauté de développement dans son ensemble s'agissant d'appliquer le Consensus de Monterrey et de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Concernant les engagements souscrits à Monterrey, nous prenons des mesures spéciales. Nous renforçons notre priorité axée sur les résultats; nos programmes nationaux sont alignés sur les stratégies de réduction de la pauvreté des pays qui soulignent la réalisation des Objectifs; et nous améliorons nos systèmes de surveillance et d'évaluation à tous les niveaux. Nous harmonisons activement nos procédures et processus opérationnels avec les Institutions de Bretton Woods et les donateurs bilatéraux et au sein du Système des Nations Unies.

Nous abordons les questions de la durabilité de développement et les problèmes liés à l'impératif de rendre la dette supportable. La nécessité d'un financement extérieur pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays à faible revenu, et en particulier dans de nombreux pays d'Afrique, pourrait aboutir à de futures crises de la dette si le Consensus de Monterrey n'est pas appliqué. Des arguments sont présentés en faveur d'une augmentation des dons et des financements à des conditions de faveur pour ces pays, et les donateurs ont pris une mesure importante dans la bonne direction en s'accordant sur la création d'un bureau des dons dans le contexte des efforts de mobilisation des ressources pour le Fonds africain de développement.

Nous avons étendu nos programmes régionaux et nos programmes propres à chaque pays dans les domaines financiers et commerciaux. En particulier, en Asie et en Amérique latine, l'investissement direct étranger, la mobilisation des ressources nationales et la croissance grâce au commerce seront des éléments essentiels de financement du développement. Les banques régionales de développement travaillent avec les pays pour améliorer le climat commercial, renforcer l'état de droit et améliorer les services fiscaux et douaniers. Nous nous employons également à renforcer les moyens des gouvernements en matière de

planification, d'utilisation de ces ressources et de l'obligation redditionnelle d'en rendre compte.

Reconnaissant l'importance de tous les acteurs en matière de réalisation du développement durable, nous élargissons la participation et la possibilité de se faire entendre dans nos projets, nos programmes et nos stratégies. Au niveau national, cela signifie une participation accrue de la société civile et des parties intéressées; au niveau institutionnel, cela signifie un travail de proximité accru et un partenariat renforcé avec des organisations internationales et régionales, ainsi qu'un meilleur accès à l'information relative à nos organisations et à leurs opérations.

Nous participons aussi plus activement aux forums mondiaux sur le financement du développement. Le Consensus de Monterrey a offert un cadre à nos institutions et leur a permis de se faire entendre. Nous, banques régionales de développement, avons l'intention d'utiliser ce cadre pour renforcer les perspectives régionales dans les débats et les engagements en cours.

Pour terminer, nous nous félicitons du rôle dirigeant de l'ONU en matière de financement du développement et nous soutenons l'esprit de cohésion suscité à Monterrey. Nous espérons que ces efforts continueront de donner des résultats s'agissant de résoudre les questions de financement du développement et de soutenir l'attention quant à l'importance des Objectifs du Millénaire pour le développement. Nous, banques régionales de développement, sommes déterminés à jouer notre rôle.

Le Président (*parle en anglais*): Je donne maintenant la parole à Mme Mervat Tallawy, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

Mme Tallawy (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de faire ma déclaration en ma qualité de coordinatrice actuelle au nom des commissions économiques et sociales régionales de l'ONU, à savoir la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

Tout d'abord, je voudrais exprimer ma reconnaissance à l'Assemblée pour avoir invité les commissions régionales à ce débat. En effet, les commissions régionales ont participé dès le début au processus de Monterrey et sont toujours engagées dans le suivi de Monterrey.

Comme l'a demandé l'Assemblée générale ainsi que nos commissions respectives, toutes les commissions régionales ont étroitement participé au processus de financement du développement à la fois dans les étapes préliminaires et dans le suivi de la Conférence de Monterrey. Les commissions continuent de soutenir les États Membres pour promouvoir des négociations fructueuses dans le cycle de négociations de Doha et faciliter l'entrée en tant que membre de l'Organisation mondiale du commerce aux pays en développement qui restent à l'extérieur de sa sphère. Le fait peut-être le plus important est que, grâce à leurs capacités pluridisciplinaires internes, les commissions régionales sont particulièrement bien placées pour intégrer l'application du Consensus de Monterrey à celle des résultats des autres conférences mondiales, en particulier du Sommet de Johannesburg, et le considérer véritablement comme un programme pour le développement.

Comme les membres le savent, les analyses et les agrégats mondiaux, en dépit de toute leur importance, présentent souvent une image incomplète et cachent certaines réalités frappantes, nécessitant ainsi des approches régionales et sous-régionales. La proximité du terrain nous permet également d'entreprendre des analyses plus approfondies et facilite l'échange des expériences au niveau tant régional qu'interrégional.

Comme l'indique le rapport actuel du Secrétaire général sur la Déclaration du Millénaire (A/58/323), 37 des 67 pays pour lesquels on dispose de données ont enregistré un accroissement des taux de pauvreté dans les années 90. Avec le ralentissement récent de l'économie mondiale, la situation dans de nombreux pays en développement s'est encore aggravée. À l'exception de l'Asie de l'Est, du Sud-Est et du Sud, dans toutes les régions, la pauvreté s'est approfondie. Même dans ces régions de l'Asie qui ont relativement eu de meilleurs résultats, de nombreuses poches restent stagnantes ou sont plus pauvres en termes absolus.

Le rôle du commerce comme moteur de la croissance a été souligné dans le Consensus de Monterrey. Il est de la plus haute importance

d'améliorer l'accès aux marchés pour les pays en développement. Cela nécessite en particulier l'élimination des subventions qui faussent le jeu des échanges et la réduction des mesures de soutien à l'agriculture dans les pays développés. En ce qui concerne la coopération financière, il est plus que manifeste que les niveaux actuels de l'aide publique au développement (APD) devraient être sensiblement augmentés si nous voulons avoir une chance d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

On ne saurait nier que le développement a besoin de financement, d'investissement et, plus important que tout, de possibilités d'échanges commerciaux; malheureusement, aucun de ces éléments n'est très présent dans la plupart des régions en développement. La CEPALC estime que le transfert net de ressources pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sera négatif pour la cinquième année consécutive. En Afrique, les données de la CEA montrent que pour chaque dollar qui entre en Afrique, environ 80 cents en ressortent la même année sous forme de fuites de capitaux, ce qui suggère une fuite considérable des capitaux attisée par la dette. En Asie occidentale également, la fuite des capitaux est gigantesque. La part de l'investissement étranger direct reçue par l'Asie occidentale en 2002 a représenté un maigre pourcentage du total mondial, un peu moins de 0,7 %, et n'a été dirigée que vers un nombre limité de secteurs à savoir le pétrole, le gaz et le tourisme. L'épargne nationale et l'investissement étranger, ainsi que le taux de croissance en général, ont diminué du fait des conflits, des guerres et de l'instabilité politique dans la région. De plus, toutes les régions en développement ont enregistré des taux de dette publique plus élevés, ce qui indique que la marge de manoeuvre laissée à la définition des politiques a considérablement diminué.

Il y a, cependant, de nouvelles initiatives positives qui se concrétisent aux niveaux régional et sous-régional. En juin 2003, 11 banques centrales de la région Asie-Pacifique se sont entendues pour mettre en commun 1 milliard de dollars de leurs réserves de change et créer l'Asian Bond Fund. Depuis, leurs ministres des finances se sont employés à préparer le développement de marchés d'obligations en monnaie

nationale pour exploiter les vastes épargnes de cette région aux fins d'investissement. En Afrique, dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement

de l'Afrique (NEPAD), les efforts des pays pour créer une atmosphère favorable au développement durable ont reçu un nouvel élan. Certains des pays africains ont également mis en route avec succès un développement du marché des capitaux.

L'Amérique latine a ouvert la voie avec des expériences novatrices et réussies concernant le problème des retraites, qui occupe une grande place dans la plupart de nos pays, qu'ils soient développés ou en développement. Les banques et les fonds de développement arabes ont augmenté leur financement des infrastructures et des gros projets dans les régions de la CESAO.

Dans toutes les régions et sous-régions, les mouvements d'intégration économique prennent de la vitesse. Il est généralement admis qu'un système qui repose sur des réseaux d'institutions mondiales et régionales est à la fois plus efficace et plus juste, système pour lequel l'ONU offre la plate-forme idéale.

Nous devons susciter un nouvel élan pour accélérer le rythme de développement aux niveaux national, régional et mondial et nous devons maintenir au premier rang les intérêts et les besoins des pays en développement. Nous devons augmenter de manière significative l'apport de ressources financières, tant de

l'APD que du capital privé, aux pays en développement et lever simultanément les restrictions qui pèsent sur leurs exportations, en particulier celles de produits agricoles.

Pour terminer, je voudrais indiquer que dans les cinq commissions régionales, le suivi du Consensus de Monterrey est pour nous tous un domaine d'activités ciblées et de grande priorité dans nos programmes de travail respectifs pour l'exercice biennal 2004-2005. Nous attachons de la même manière, dans les commissions régionales, la plus haute priorité aux Objectifs du Millénaire pour le développement et à l'intégration régionale. Nous continuerons, dans les commissions régionales, à travailler durement dans tous ces domaines et au suivi intégré des conférences mondiales, cela par le biais d'une analyse en profondeur, du renforcement des capacités, du partage des meilleures pratiques et de l'échange des expériences, en fournissant des services consultatifs et en promouvant le dialogue sur les politiques. En bref, les cinq commissions régionales des Nations Unies ont fermement l'intention de rester engagées.

Le Président (*parle en anglais*): J'invite maintenant les représentants à se rendre dans la Salle de conférence 4 pour le dialogue interactif informel du Dialogue de haut niveau sur le financement du développement.

La séance est levée à 11 h 20.